



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°174 du mardi 11 octobre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 11
- **Activités du gouvernement.** P.8

EDUCATION

Manifestations à Banfora :

Le ras le bol des associations de parents d'élèves (APE)

P.2

Région des Cascades



Mme le Haut-Commissaire s'entretenant avec les manifestants.

Flash Info

Françoise TOE n'est plus



Françoise TOE, candidate aux dernières élections présidentielles est décédée hier dimanche dans l'après-midi dans un accident de voiture.

Alors qu'elle se rendait à Bobo-Dioulasso, sa voiture est entrée en collision à Ypendo dans la commune rurale de Sabou, avec un véhicule de marque Mercedes dont le chauffeur est également mort.

Paix aux âmes des disparus.

Rédaction SC Info

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Manifestations à Banfora : Le ras le bol des associations de parents d'élèves (APE)

Région des Cascades



Les manifestants au haut-commissariat.

Suite à la perturbation de l'année scolaire 2015-2016 dans la région des cascades, liée notamment à l'appel du mot d'ordre de grève du F-synter, les associations des parents d'élèves disent être préoccupés par cette situation.

Ils l'ont fait savoir le jeudi

29 septembre au cours d'une manifestation. Les manifestants accusent les responsables du syndicat d'être les principaux instigateurs de ces troubles.

Ils exigent donc le départ de ces meneurs. Les parents d'élèves ont remis à cette occasion leur doléance à madame le Haut-Commissaire de

la province de la Comoé, Madame Aminata DABAL.

Elle a à son tour lancé un appel à l'endroit des manifestants, les exhortant à éviter toutes formes de violence et les a rassuré de transmettre leur message à qui de droit.

Yekpaye Jean Paul pour SC Info



Paix et cohésion sociale : L' AMPPY, organise une journée de la parenté à plaisanterie

Région du Nord

L'Association Manegdo pour la Promotion de la Parenté à Plaisanterie au Yatenga (AMPPY), a organisé une journée de la parenté à plaisanterie, le samedi 8 octobre 2016. Cette journée présidée par le maire de la commune de Ouahigouya était placée les parrainages de Dr El Hadj Amadé BOUDA de Sissamba, et de Amadé PECE de Somiaga, promoteur de la société Patènd-Sanem à Ouagadougou.

La cérémonie a connu la participation des populations des villages de Sissamba, Ziga, Oula, Bissigaye et Somiaga qui constituent la charpente de cette parenté à plaisanterie. Des populations venues de localités voisines étaient également présentes pour vivre l'événement.

Une course cycliste féminine sur une longueur de cinq (05) km, un concours de marche, un défilé des localités



Mr Sow recevant son chiot des mains du parrain Amadé PECE.



Un gourmantché remettant une attestation au chef de Somiaga.

sus-citées ont constitué l'essentiel des manifestations de la journée. Lassané SAWADOGO membre du comité d'organisation de cette journée a fait un bref rappel de la genèse de la parenté à plaisanterie entre ces cinq (05) villages selon ce qui leur a été transmis. Il a noté qu'avec ces liens, aucune situation, aussi gênante soit elle n'exige une demande de pardon entre populations de ces villages. Tout se règle dans la plaisanterie.

Une personne de l'ethnie San du nom Siaka SOW a fait un slam dans un air de plaisanterie. Comme cadeau, le chef du village de Somiaga, à travers le comité d'organisation, lui a remis un chiot.

De nombreux prix ont été décernés lors de cette journée.

Chaque meilleur élève au certificat d'études du primaire (CEP), session de 2016 de chacun des cinq villages a reçu un vélo.

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.



Le maire remettant un prix au meilleur élève de Ziga.

Quant aux femmes qui ont participé à la course, les cinq premières ont eu chacune un seau, un tee-shirt, du savon, un portable. Les marcheurs ont bénéficié de somme d'argent allant de trois mille (3000) à dix mille (10000) FCFA.

L'association (AMPPY) regroupe des fils et filles de villages se côtoyant et qui entretiennent des liens de parenté à plaisanterie.

Elle a eu à mener comme activités depuis sa création des reboisements, des nettoyages de centres de santé, de cimetières dont le cimetière royal de Somiaga.

Pour cette première édition, les organisateurs se disent satisfaits de la mobilisation des communautés. Selon le président du comité d'organisation Sayouba TOURE, la prochaine journée sera célébrée dans un des quatre autres villages.

Omar Clément Ouédraogo pour SCInfo

Projet d'Irrigation dans le Grand Ouest : Plus de 13 milliards de francs CFA de dons octroyés par la République Fédérale d'Allemagne

Région du Sud-Ouest

Un atelier de planification du Projet d'Irrigation dans le Grand Ouest (PIGO), s'est tenu à Gaoua le 6 octobre 2016 dans la salle de conférence de l'ENEP de Gaoua. Cette rencontre, présidée par le Gouverneur Tagsseba NITIEMA, a regroupé les différents acteurs du département de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques venus des directions centrales et déconcentrées et des autres départements ministériels

impliqués des régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest. La trentaine de participants dont madame DABIRE/SAWADOGO Aminata Gouverneur de la région du Centre-Ouest, a au cours de cette journée de travail établi un Plan d'Opération de Projet (POP) et un budget révisé sur la durée du projet PIGO/Volet 2.

Lancé officiellement le 15 décembre 2015, le Projet d'Irrigation dans le

Grand Ouest (PIGO/Volet 2) va durer cinq(5) ans soit de 2016 à 2020.

Et, en plus des régions du Sud-Ouest et de la province de la Sissili qu'il couvrait à travers le Projet d'Aménagement des Bas-fonds dans le Sud-Ouest et la Sissili (PABSO), le PIGO va désormais s'étendre aux populations des régions des Cascades et des Hauts-Bassins.

Ce projet concerne l'aménagement de

La suite à la page 5.



ACTU REGION

La suite de la page 4.



Le présidium.

bas-fonds et le développement de la petite irrigation dans le Grand-Ouest du Burkina Faso. Il interviendra de 2016 à 2018 dans les provinces du Tuy, du Houet et de la Comoé et de 2019 à 2020 dans la région du Sud-Ouest et dans la province de la Sissili.

L'objectif étant d'améliorer la sécurité alimentaire des populations autour des bas-fonds aménagés et des petits périmètres irrigués mais surtout d'augmenter leurs revenus par la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles afin de contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

Pour l'atteinte de cet objectif, la conception du nouveau projet prévoit surtout la réalisation de certaines mesures telles que la construction d'infrastructures d'aménagement et d'irrigation, d'infrastructures de commercialisation comme les magasins de stockage et l'adoption de mesures d'accompagnement visant l'appui à la mise en valeur agricole, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles.

La lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire constituent un des défis majeurs auxquels est confronté le Burkina Faso. Et selon une étude menée, a dit le gouverneur de la région du Sud-Ouest, Tagsseba NITIEMA, « environ 33% des ménages burkinabé vivent dans des conditions de grande précarité et 30% de la population ne bénéficient pas encore de la ration alimentaire

minimale recommandée à savoir 2100 Kilo calories par personne et par jour ».

Cette situation est aggravée par la fragilité du secteur agricole. Ce secteur qui occupe près de 80% de la population active, représente environ 40% du Produit Intérieur Brut (PIB) et contribue pour environ 80% aux recettes d'exportation.



L'assistance.

La suite à la page 6.



VIE DES COMMUNES

La suite de la page 5.

Malheureusement, l'agriculture burkinabé reste encore dépendante à plus de 75% des productions pluviales, soumises aux aléas climatiques alors que le Burkina Faso fait face à une croissance démographique continue ; a-t-il ajouté.

Faire de la maîtrise de l'eau dans notre pays, a toujours été une option stratégique pour l'atteinte de la sécurité alimentaire des différents gouvernements qui se sont succédé au pays des hommes intègres depuis l'accession à la souveraineté nationale.

Pour contribuer à l'opérationnalisation de cette option, le Projet d'Aménagement des Bas-fonds dans le Sud-Ouest et la Sissili (PABSO) a été créé et s'est exécuté de 2006 à 2016 dans la région du Sud-Ouest et la province de la Sissili dans le Centre-Ouest. De l'avis du coordonnateur du PICO Frédéric DABIRE, même si le PABSO a connu du succès des difficultés ont entre-temps existé.

C'est pourquoi il pense que la création du PIGO viendra consolider les actions déjà entreprises par le PABSO et réaliser encore de nouveaux investissements.

De ce fait, il demande aux populations bénéficiaires de se l'approprier. Projet qui selon lui, est participatif et attend fortement leurs contributions. Il revient à ces populations d'entreprendre des démarches pour bénéficier desdits investissements a-t-il conclu.

A l'issue de cette rencontre de planification, Rodrigue OUEDRAOGO, représentant le comité de pilotage du PIGO, a affirmé que ledit comité compte accompagner tous les acteurs par la mise en oeuvre des recommandations qui sortiront de cette rencontre. Il a rassuré que le gouvernement du Burkina Faso à travers le comité de pilotage du PIGO, mettra tout en oeuvre pour que ce projet soit un succès.

En d'autres termes le souhait du Gouverneur, Tagsseba NITIEMA, est qu'à la fin du projet, la sécurité alimentaire soit une réalité au pays des hommes intègres. Que les burkinabé puissent manger à leur faim. Parce que, pour lui, c'est triste pour un gouvernement de voir ses populations ne pas être à mesure d'assurer les trois repas quotidiens.

Le PIGO a vu le jour grâce à la coopération financière entre la République Fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso. Elle a mis à la disposition du pays des hommes intègres plus de quinze (15) milliards de francs CFA dont 13,78 milliards de francs CFA de don pour la mise en oeuvre du PIGO.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara Pour SCI

Commune de Bérégadougou:

Le Bourgmestre enfin installé

Région des cascades



Monsieur Ibrahim KONE , le maire installé et son équipe.

Monsieur Ibrahim KONE élu maire par les conseillers municipaux de la commune de Bérégadougou au titre du mouvement du peuple pour le progrès (MPP) a été installé officiellement dans ses fonctions.

La cérémonie d'installation du nouveau Maire de Bérégadougou s'est tenue le samedi 1er Octobre 2016. Cette cérémonie a été une occasion pour Ibrahim KONE de manifester sa reconnaissance aux conseillers municipaux qui ont placé leur confiance en lui, en le choisissant

La suite à la page 7.



VIE DES COMMUNES

La suite de la page 6.



Le maire présente les conseillers municipaux à l'assistance.

pour diriger le conseil municipal. Il a aussi remercié toute la population de sa commune.

Monsieur KONE Ibrahim, dans son intervention a promis à la population de Bérégadougou de respecter ses

engagements à savoir la promotion du bien-être de la population, la santé et l'éducation. Les enfants surtout, de son avis seront placés au centre des actions communales.

Il a aussi fait cas de la réfection des

routes qui ont été endommagées par les fortes pluies enregistrées cette année dans la région des Cascades. Pour lui, ce sont des priorités qui sont venues s'ajouter à bien d'autres et qui n'étaient pas dans le programme. Mais ces priorités tout comme les autres seront pris en compte a-t-il soutenu.

Le Maire a invité chaque habitant à s'engager fermement pour le développement en participant aux activités de la commune. Il les a exhortés également à payer les impôts.

Avant de terminer ses propos, il souhaité que les fils et les filles de sa commune travaillent d'avantage à cultiver la paix, la solidarité et la cohésion entre eux.

Jean Paul Yekpaye pour SC Info



Les tressortissants du Sud- Ouest remettant une callebasse symbolique au nouveau maire.



Discours de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres au Colloque international sur la contribution du secteur privé dans la relance économique du Burkina Faso

Région du Centre



Son Excellence Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso.

Ouagadougou, le lundi 10 octobre 2016

Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale

Monsieur le Président du Conseil constitutionnel

Monsieur Jean Baptiste OUEDRAOGO Ancien Chef d'Etat du Burkina Faso

Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution

Monsieur le Chef de file de l'Opposition politique

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement

Madame Nialé KABA, Ministre du Plan et du Développement de la République de Côte d'Ivoire

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs de mission diplomatique et consulaire

Mesdames et Messieurs les

Représentants des organisations internationales et interafricaines

Autorités militaires et paramilitaires

Autorités coutumières et religieuses

Distinguées personnalités

Mesdames et Messieurs les Experts

Mesdames et Messieurs les Participants

C'est avec un réel plaisir que je participe à ce colloque international organisé par l'Association Burkina international sur la contribution du secteur privé dans la relance économique du Burkina Faso. Si j'ai répondu à cette invitation c'est parce qu'il est question dans le débat qui va s'ouvrir du développement du Burkina Faso.

Ensuite parce qu'il s'agit de l'implication du secteur privé dans la relance économique de notre pays et enfin parce que le partenariat Public-Privé est source d'accélération de la croissance. Permettez-moi à l'entame de mon discours de remercier Monsieur Harouna KABORE, Président de Burkina international et l'ensemble des membres de cette association, pour leurs soucis constants et leur ferme volonté d'apporter leur pierre à la construction de notre pays, par de telles initiatives porteuses d'espoir.

La suite à la page 9.



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La Suite de la page 8.

Mes remerciements et félicitations vont au comité scientifique et à tous les acteurs de cette organisation pour le travail abattu.

Il me plaît de saluer la disponibilité et l'engagement de Madame Nialé KABA, Ministre du Plan et du Développement de la République de Côte d'Ivoire et tous les experts nationaux et internationaux venus rehausser de leur présence la qualité des travaux de ce colloque.

Au-delà de votre contribution à la mise en œuvre du Programme national de Développement économique et social (PNDES), votre engagement apportera j'en suis convaincu des solutions adaptées aux préoccupations de la nation.

Malgré les contradictions internes actuelles, sommes toutes inhérentes à toute évolution sociale, il nous faut nous convaincre que l'essentiel c'est de poursuivre nos efforts pour assurer le développement économique de notre pays ainsi que la répartition équitable des fruits de la croissance. Cela n'est possible que par notre engagement individuel et collectif et notre sens du bien commun, pour réaliser les aspirations profondes du Peuple burkinabè.

Honorables invités

Mesdames et Messieurs

L'élection présidentielle du 29 Novembre 2015 a marqué un tournant politique majeur, après les mouvements insurrectionnels des 30 et 31 octobre 2014 et le coup

d'Etat manqué de septembre 2015. Elle s'est déroulée dans un contexte international de crise économique et financière dont les effets ont impactés négativement notre économie. C'est pour faire face à cette situation que le Gouvernement sous la conduite du Premier Ministre Paul Kaba THIEBA, s'est engagé à une révision profonde des différentes stratégies de développement existantes aussi bien dans leurs contenus que dans le processus de leur mise en œuvre.

Le Programme national de Développement économique et social qui est notre nouveau référentiel s'inscrit dans ce cadre pour non seulement respecter les engagements que j'ai pris devant le Peuple burkinabè, pour la durée de mon mandat mais également apporter des réponses structurelles à la réhabilitation de notre économie.

C'est dans ce contexte national difficile, doublé d'un environnement international encore marqué par la recherche de solutions de sortie de crise, que le secteur privé doit s'investir pour jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance économique, de pourvoyeurs d'emplois et de revenus.

Honorables invités

Mesdames et Messieurs

S'il est évident que les crises successives qui ont ébranlé le monde ces dernières années ont perturbé notablement les plans d'évolutions des Etats et des entreprises publiques, force est de reconnaître qu'elles ont permis

aux entreprises privées de bénéficier d'expertise, et indéniablement d'une réelle école d'apprentissage, pour consolider leur capacité d'adaptation et d'anticipation.

Cette mise à l'épreuve devenue une constante pour le secteur privé a permis aux entreprises de développer des capacités de créativité, d'innovation et d'ingéniosité pour se maintenir et prospérer.

C'est donc dire que les crises de façon générale ne constituent pas que des menaces, elles offrent aussi des opportunités à saisir.

Dans ce sens, le thème de votre colloque est évocateur : « La contribution des acteurs du secteur privé pour la relance économique dans le cadre du PNDES : enjeux et mécanismes d'un partenariat gagnant-gagnant ».

C'est le lieu de définir les exigences réciproques sur lesquelles nous allons consolider le partenariat Public-Privé afin de bâtir notre système économique autour de la trilogie suivante:

- 1. La culture de la confiance mutuelle et du dialogue ;*
 - 2. La recherche d'une synergie d'actions ;*
 - 3. La volonté commune de créer de la richesse et des emplois dans un environnement propice.*
- Le Gouvernement pour sa part ne ménagera aucun effort pour poursuivre les réformes institutionnelles et réglementaires nécessaires afin de*

La suite à la page 10.



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

créer un environnement attractif, incitatif et sécurisé à la promotion du secteur privé.

En retour, il appartient au secteur privé de s'approprier cet environnement et saisir toutes les opportunités qui s'offrent à lui pour être plus entreprenant dans les

secteurs porteurs de notre économie. Je ne doute pas un seul instant que de vos discussions lors de ce colloque sortiront des suggestions et recommandations pertinentes pour un secteur privé plus dynamique au profit de la relance de l'économie et de la création d'emplois et de richesses.

C'est sur cette note d'espoir que je déclare ouvert le présent colloque dont je souhaite pleins succès aux travaux.

Je vous remercie.

La Direction de la communication de la
présidence du Faso

Les Conseillers régionaux du Burkina soumettent leurs doléances au Président du Faso

Région du Centre

Le bureau de l'Association des Régions du Burkina a été reçu en audience, le vendredi 7 octobre 2016 par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

Cette audience qui intervient peu de temps après la tenue du Congrès ordinaire de l'Association des Régions du Burkina (ARB) a été l'occasion selon son président, Monsieur Eric K. TIEMTORE, de « rencontrer son Excellence Monsieur le Président du Faso, d'abord pour une visite de courtoisie et lui présenter le nouveau bureau de l'Association des Régions du Burkina Faso. Et lui décliner certains défis auxquels font face les présidents des Conseils régionaux ».

A en croire le président de l'ARB, ces défis sont nombreux : « Vous n'êtes pas sans savoir que nous venons de sortir de délégations spéciales, tout était en léthargie. Ce sont des défis énormes



Les conseillers pausant avec le Président du Faso (au milieu).

et multiformes et nous pensons qu'en la matière nous allons les relever. Ce sont également des défis relatifs au développement local à savoir l'éducation, la santé, les routes ». Au nombre des doléances soumises au chef de l'Etat, figurent le statut de l' élu local et ses prérogatives : « Il est dit que nous devons bénéficier de transfert de compétences et des ressources alors

que jusqu'à maintenant ce n'est pas encore effectif. Beaucoup ont hérité d'une situation pas du tout reluisante. Nous avons demandé à Monsieur le Président de nous appuyer pour que nous ayons un minimum de moyens pour travailler et également qu'il nous accompagne pour que le transfert de compétences soit effectif ».

« Il y a aussi un certain nombre de

La suite à la page 11.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 10.

soucis, notamment la subvention faite à l'endroit de l'Association des Régions que nous avons souhaité qu'on revoit à la hausse, la construction d'un siège de notre Association », a-t-il expliqué.

Eric K. TIEMTORE s'est réjoui de la

disponibilité du Président Roch Marc Christian KABORE à les soutenir : « Dieu merci nous avons eu une oreille très attentive, et Son Excellence Monsieur le Président du Faso nous a dit qu'il suivra cela pour que ce soit effectif afin que les élus locaux que

nous sommes jouons notre rôle dans la mise en œuvre du PNDES ».

La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso



Avis de recrutement

**Poste : Coordinateur technique
Psychosocial, Sanaa - Yémen**

Description

PRESENTATION ONG

Révoltée par l'injustice subie par les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et de l'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide et de développement indépendant et impartial travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.fr/>

Présent dans plus de 55 pays, Handicap International est composé de 2 directions opérationnelles:

La Direction de l'action humanitaire

La Direction de l'action de développement

CONTEXTE DE LA MISSION

Le Yémen a été longtemps le pays le plus pauvre du monde arabe. Après le printemps arabe les crises humanitaires ont intensifié comme une crise humanitaire majeure du moment depuis 2012 avec près de la moitié de la population étant en situation d'insécurité alimentaire. Cela a créé une inquiétude croissante parmi la population et de mécontentement avec le gouvernement.

Au cours de l'été 2014, le groupe minoritaire chiite appelé Houthis a en quelque sorte pris le contrôle de plusieurs villes importantes, dont la capitale Sanaa. Pendant ce temps, le mouvement séparatiste du Sud ont augmenté leur appel à un Sud indépendant tout en Al Qaida et des groupes liés (principalement basés dans les régions du Sud-Est du pays) se battent Houthis et d'autres groupes, y compris le gouvernement internationalement reconnu.

En Janvier 2015, les Houthis ont fait renverser le président Hadi et son gouvernement. Depuis la fin de Mars de la même année, une coalition internationale de pays menés par l'Arabie Saoudite alliée avec le Président exilé temporairement en Arabie Saoudite, a lancé une campagne militaire contre les avances des Houthis dans le pays. Jusqu'à présent, la guerre n'a pas

vu une domination importante ou victoire par un côté ou de l'autre. Cette impasse, les combats, les puissances régionales luttent et les actions du groupe extrémiste et leurs adversaires nationaux et internationaux contribuent tous à l'effondrement de la situation humanitaire et économique.

La cessation des hostilités déclarées en Avril 2016 a été suivi par les pourparlers entre les principales parties belligérantes au Koweït. Ces négociations de paix sont toujours en cours si le conflit re-dégénéré à un niveau similaire à la période antérieure de la trêve. Sana'a n'a pas connu des frappes aériennes depuis le début de Mars ici 2016.

OBJECTIFS DU PROJET

L'intervention de HI au Yémen consiste à l'appui des structures de santé (hôpitaux, services de réadaptation) à Sanaa avec le déploiement d'équipes mise en place:

Les activités de réhabilitation: la fourniture de dispositifs d'assistance et des formations spécifiques au personnel de santé

activités PSS pour soutenir les personnes blessées

L'intégration de l'inclusion et de la vulnérabilité au sein des instances

La suite à la page 13.



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



JOBS CAMPUS

La suite à la page 11.

de coordination et de fournir un appui technique aux autres acteurs humanitaires

En outre, le développement de l'action antimines par l'éducation des risques, sensibilisation et peut-être grâce à la formation de dégageant est activement recherché. Finalement, la mise en place de mécanismes de défense des droits compte tenu du pays et de l'environnement régional est un autre objectif majeur de la mission.

RESPONSABILITÉS PRINCIPALES DU EXPATRIÉ

1 / Support technique

-Soutenir Et de coordonner la prestation de la formation aux travailleurs sociaux grâce à la fourniture directe de formelle et sur les formations d'emploi

-Fournir un soutien technique continu à la réhabilitation et le personnel des travailleurs sociaux dans son domaine d'expertise

-Fournir un soutien technique au département logistique dans votre domaine d'expertise, en assurant la validation technique des dispositifs connexes psychosociaux; articles et équipements, au besoin

2 / Représentation et coordination externe

-Représentation de HI auprès des autorités locales en matière de domaine technique de la responsabilité

-Participation à toutes sortes de réunions de coordination au niveau local (réunions publiques, des clusters, un groupe de travail)

-Reporting toute information pertinente relative aux questions psychosociales aux parties prenantes concernées

3 stratégie / du programme (en lien étroit avec les gestionnaires de projet et coordonnateur des opérations)

-Analysing ressources psychosociales et de protection liés existantes (installations, RH, niveau d'éducation, équipement, ...) et des besoins afin de définir la stratégie en collaboration avec le coordonnateur des opérations, avec les entrées des PMs

-Assurer la pertinence technique et la qualité de l'intervention HI liée à votre domaine d'expertise

-Assurer délimitation de l'intervention psychosociale d'urgence et les questions liées à la protection

4 / Reporting

-Rédaction situation technique et otherreports fournissant des données pertinentes, l'analyse et les recommandations relatives à vos activités (statistiques, examiner les objectifs mensuels, etc.) selon les besoins

-soutenir par écrit les rapports des donateurs (intermédiaire, final, ad hoc, au besoin)

5 / ligne / équipe de gestion

-ligne la gestion de votre domaine homologue-le Conseiller technique PSS Champ (assurer les objectifs fixés, la gestion du rendement, le renforcement des capacités, etc.)

-contribuer à la gestion efficace des membres de l'équipe opérationnelle PSS à partir d'un point de vue technique, en collaboration avec leur gestion directe de la ligne (PMs et Ops)

-contribuer à la surveillance, la gestion et l'exécution des projets des donateurs (et les activités HI internes), à partir

d'un point de vue technique

SPECIFICITES

Basé à Sanaa et à Amman.

- SANAA: haut niveau d'insécurité avec couvre-feu et un déplacement limité, aucune activité de divertissement, maison d'hôtes / bureau partagé.

- AMMAN: la vie occidentale et moderne, des centres commerciaux, restaurant, bars, etc. Possibilité de se déplacer dans le county pendant le WE (Petra, Wady Rum, etc.). Pas de couvre-feu, possibilité de se déplacer dans le taxi d'un endroit à un autre. Partagée maison d'hôtes avec 1 ou 2 autres expatriés; bureau séparés mais par les pieds.

Ville : Sanaa (Yémen) et Amman (Jordanie)

Expériences / Formation du candidat

COMPÉTENCE

Diplôme de Licence en Psychologie, psychosociale ou travailleuse sociale

DE L'EXPÉRIENCE

Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine psychosocial

expérience et/ou de compréhension démontrable du secteur de la protection est nécessaire

Expérience de la formation et la supervision technique dans le domaine du soutien psychosocial et de la protection avec les ONG, de préférence dans un contexte d'urgence

Une expérience dans la réhabilitation des patients est un plus

Une expérience préalable dans le domaine de la vulnérabilité

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

Suite de la page 13

/ handicap dans une situation d'urgence avec les OING est un atout

L'expérience dans la région serait un atout

Langues parlées

Anglais obligatoire (oral et écrit)

L'arabe serait un atout

Qualité du candidat

Forte compétences en **communication et rapports**

Solides compétences **organisationnelles**

Compétences interpersonnelles et interculturelles solides

Capacité à travailler sous haute pression

Fonctions : Autre, Technicien spécialiste

Activités : Autre, Santé, Social

Pays : Moyen Orient, Jordanie, Yémen

Contrat : CDD

Durée du contrat

Début: ASAP

Durée: 3,5 mois (renouvelable)

Salaire / Indemnité

Statut: contrat salarié selon expérience (à partir de 2550 euros

brut + perdiem + indemnité de difficulté)

Les conditions de vie: maison d'hôtes partagé avec d'autres expatriés (pas de frais)

Les conditions de sécurité: niveau élevé d'insécurité au Yémen. Faible niveau d'insécurité en Jordanie

L'assurance sociale: 100% couvert

Postuler en ligne : https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1604&idpartenaire=130

Date de fin de validité
14/10/2016



Avis de recrutement

Poste : Coordinateur Maraude

Description

L'association Emmaüs Coup de Main, créé en 1995, est un lieu de vie, d'accueil, de travail et de solidarité. Le projet associatif se structure autour d'un accompagnement global plus particulièrement orienté vers les personnes d'origine roumaine en situation de grande précarité, conjuguant différentes initiatives en matière de maraude, d'hébergement, d'insertion et de solidarité.

Au-delà de la mission d'accompagnement, le cœur de métier de l'association est celui du réemploi des objets auquel sont associées des activités de collecte, de réparation/revalorisation et de revente sur différents sites.

Les activités sont implantées principalement sur le Nord/Est

parisien, entre un siège social implanté à Pantin, et différents lieux d'intervention sur Paris 18ème et Paris 20ème. Elles sont financées par nos activités de revente, ainsi que par des financements publics et privés, pour un budget global avoisinant les 3 millions d'euros.

Aujourd'hui l'association compte 25 salariés permanents et une soixantaine de personnes en insertion.

MISSIONS PRINCIPALES

Le coordinateur est rattaché hiérarchiquement au directeur de l'association. Il effectue son travail quotidien en lien avec les médiateurs, l'assistante de service social et le responsable du programme d'hébergement. Il intervient principalement sur la mission de maraude spécialisée auprès des roms, puis en second lieu il participe au développement

des actions au sein de l'association.

1- Accompagnement social

- ✓ Le coordinateur participe à la maraude aux côtés des médiateurs :
- ✓ Aller à la rencontre
- ✓ Instaurer un dialogue
- ✓ Orienter vers les structures appropriées aux demandes exprimées
- ✓ **A c c o m p a g n e r** physiquement les personnes dans leurs démarches

2- Suivi opérationnel et stratégique

- ✓ Veiller au développement et à l'application des valeurs et missions associées à l'action
- ✓ Créer et renseigner les

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

outils de suivi de l'action

- ✓ Rédaction de compte-rendu d'activité mensuels et d'un rapport annuel
- ✓ Co-construire les demandes de financement de l'action
- ✓ Assurer un dialogue permanent avec les partenaires et financeurs de l'action

3- Coordination d'une équipe pluridisciplinaire : composée de deux médiateurs, le coordinateur est garant de l'esprit d'équipe et s'appuie sur la complémentarité de chacun. Il travaille en étroite collaboration avec l'équipe hébergement. Il participe à l'animation de réunions transversales de l'action.

4- Représentation auprès des partenaires et financeurs : il est le référent de l'action et initie les partenariats adaptés aux besoins de l'action. Dans un cadre élargi de ses activités, il est le garant des valeurs et de l'image de l'association.

Ville : Paris

Expériences / Formation du candidat

Formation universitaire dans le domaine du social ou de la gestion de projet,

Expériences auprès du public en grande précarité, et notamment le travail de rue

Langues parlées

La maîtrise du roumain et la connaissance du public rom serait un plus.

Qualité du candidat

Maîtrise de l'outil informatique indispensable (Word, Excel),

Connaissance du paysage institutionnel parisien,

Être ouvert aux valeurs portées et défendues par le mouvement Emmaüs et l'association Emmaüs Coup de main,

Sens de l'initiative et du travail en équipe,

Réactif et capacité à travailler dans l'urgence,

Ecoute, esprit de synthèse et prise de recul

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Social

Pays : Europe, France

Contrat : CDD

Durée du contrat

CDD d'un an à temps plein (35 heures hebdomadaires) pouvant donner lieu à un CDI

Salaire / Indemnité

En fonction de l'expérience et de notre convention collective – Convention SYNESI des ACI

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Email de la personne contact recrutement@coupdemain.org

Date de fin de validité 30/10/2016

CampusJOB Avis de recrutement

Poste : PROGRAMME MANAGER Pour l'appui au développement de l'Élevage – NIGER – ref: NER/15/059-1B

Description

Lieu d'affectation: Niamey

Durée du contrat: 72 mois

Date probable d'entrée en fonction: Le plus rapidement possible

Package salarial mensuel: entre 6.459,50 euros et 9.839,31 euros (en ce compris le salaire brut mensuel

et les avantages liés au statut d'expatrié: primes d'éloignement et de pénibilité). Le salaire est calculé en fonction de la composition de ménage et de l'expérience professionnelle pertinente.

La fonction

Le-la Programme Manager a la responsabilité de la gestion d'un programme de coopération. Il-elle doit veiller à optimiser les synergies entre les différentes interventions en vue de réaliser les objectifs spécifiques du programme.

Pour ce faire, il-elle devra principalement :

- ✓ S'assurer que les conditions optimales soient présentes dans la perspective de la mise en œuvre du programme, dans le respect du cadre établi et en tenant compte des orientations stratégiques décidées par le comité de pilotage.
- ✓ Coordonner toutes les interventions du programme en collaboration avec le pays partenaire, conformément

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

- aux conventions signées entre les parties.
- ✓ Gérer le processus de formulation afin de garantir la production du Dossier Technique et Financier.
- ✓ Diriger dans un rôle stratégique le programme en cours de formulation et/ou d'exécution (gestion de la qualité, gestion efficace des moyens, gestion des risques, ...)
- ✓ Veiller au bon respect des procédures et des processus dans la préparation et l'exécution du programme.
- ✓ Être responsable de la gestion de l'équipe constituée pour réaliser les différentes phases de l'intervention (recrutements, fixation des objectifs, entretiens de fonctionnement, ...).
- ✓ Soutenir le Programme Change Manager dans la gestion du processus de changement induit par la mise en œuvre du programme et de ses interventions.
- ✓ Renforcer des capacités des structures partenaires ;

Le-la Programme Manager est hiérarchiquement sous l'autorité du Représentant Résident de la CTB dans le pays.

Le profil

Niveau de formation requis

Etre titulaire d'un diplôme de

niveau Master à orientation « agroéconomie », « ingénierie pastorale » ou « sciences vétérinaires ».

Expériences requises et/ou souhaitées

Expérience professionnelle d'au moins 10 années dans la gestion de programme, d'intervention et/ou de projet ;

Expérience en tant que responsable d'équipe d'au moins 5 ans ;

Expérience internationale de terrain en tant qu'expatrié-e dans la coopération au développement, de préférence au sein d'une organisation internationale ;

Une expérience dans la région concernée est un atout.

Connaissances requises

- ✓ Connaissance approfondie et pratique d'une méthodologie en gestion de projet ou de programme (de préférence MSP/Prince2), disposer d'une certification représente un atout ;
- ✓ Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Base de données) ;
- ✓ Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais
- ✓ Aptitudes comportementales :
- ✓ Adhésion aux valeurs de la CTB : engagement, respect, responsabilité et intégrité ;
- ✓ Capacité d'analyse, d'intégration et d'innovation

✓ Capacité d'organisation proactive et de mise en pratique des décisions prises

✓ Capacité à accompagner le développement des collaborateurs (feedback sur les prestations et sur le développement)

✓ Capacité à négocier et à impacter le public concerné par le programme en vue de favoriser un résultat « win-win » et créer une confiance par une approche « conseil » du travail

Ville : Niamey

Expériences / Formation du candidat

Niveau de formation requis

Etre titulaire d'un diplôme de niveau Master à orientation « agroéconomie », « ingénierie pastorale » ou « sciences vétérinaires ».

Expériences requises et/ou souhaitées

Expérience professionnelle d'au moins 10 années dans la gestion de programme, d'intervention et/ou de projet ;

Expérience en tant que responsable d'équipe d'au moins 5 ans ;

Expérience internationale de terrain en tant qu'expatrié-e dans la coopération au développement, de préférence au sein d'une organisation internationale ;

Une expérience dans la région concernée est un atout.

Connaissances requises

Connaissance approfondie et pratique d'une méthodologie en

La suite à la page 17



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

gestion de projet ou de programme (de préférence MSP/Prince2), disposer d'une certification représente un atout ;

Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Base de données) ;

Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais

Aptitudes comportementales :

Adhésion aux valeurs de la CTB : engagement, respect, responsabilité et intégrité ;

Capacité d'analyse, d'intégration et d'innovation

Capacité d'organisation proactive et de mise en pratique des décisions

prises

Capacité à accompagner le développement des collaborateurs (feedback sur les prestations et sur le développement)

Capacité à négocier et à impacter le public concerné par le programme en vue de favoriser un résultat « win-win » et créer une confiance par une approche « conseil » du travail

Fonctions : Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement

Pays : Afrique, Niger

Contrat CDD

Salaire / Indemnité

Package salarial mensuel: entre 6.459,50 euros et 9.839,31 euros (en ce compris le salaire brut mensuel et les avantages liés au statut d'expatrié: primes d'éloignement et de pénibilité). Le salaire est calculé en fonction de la composition de ménage et de l'expérience professionnelle pertinente.

Documents à envoyer

Intéressé(e)?

Postulez au plus tard le 19/10/2016 via notre site Web: www.btcctb.org

Pour toute question supplémentaire, contactez-nous au +32 (0)2 505 37 90.

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Site à Ouaga 2000 face à
l'Ambassade de FRANCE

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées:

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

**(-)50% sur les frais de scolarité pour les 30
premiers inscrits par filière***

Délai de réception des dossiers de préinscription: 30 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie!

*Sur demande de conditions

Renseignements: Tel: (+226) 77 81 14 54/ (+226) 85 52 36 36/ (+226) 25 56 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !

DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT

+226 65 52 36 36

Université OUAGA 3S Ouagadougou, Tél (+226) 77 81 14 54 / 25 49 53 00 / 25 49 54 00 - www.univouaga3s.org - info3s@univouaga3s.org

Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEPR du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours
Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion,
Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de
l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des
Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et

2^{ème} étage

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08 10 2016 AU 15 10 2016 Groupe 3

AVE MARIA	22625479888
BALKUY	22625375136
BARAKA	22625330272
BELLE VILLE	22670517186
CATHEDRALE	22625312807
CHARIS	22625479878
CONCORDE	22625312949
COURA	22625388390
DJIMBIA	22625357765
DUNIA	22625362051
ECOLE	22625315232
FRATERNITE	22625364800
GALIAM	22625352844
HOSANA	22625412648
JEUNESSE	22625343504
KAMIN	22625343028
KILWIN	22625508462
LA SAINTE TRINITE	22625412646

MARIAMA	22625300576
NAAB RAGA	22625300627
NAABA KOOM	22625357046
NAGRIN	22625469048
NAZANI	22625366510
NINRWA	22625418038
NOOM WENDE	22625503117
PISSY	22625431335
POSTE	22625318424
SACRE CŒUR	22625346060
SAINTE LAZARE	22625368648
SAINTE VITALITE	22668918704
SAVANE	22625311348
TAOKO	22625369927
TERANGA	22625360970
WEND DENDA	22625310964
YENNENGA	22625370337
ZONE1	22625481513/53

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigrane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tel. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.

- 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains. Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UE-MOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

Programme de bourses 2017 de leadership de la fondation Mo Ibrahim



Le Programme de Bourses de leadership Ibrahim est une bourse sélective qui prépare la prochaine génération d'éminents dirigeants africains, en leur offrant des opportunités exceptionnelles à travailler aux niveaux les plus élevés, dans des institutions africaines ou des organismes multilatéraux qui ont pour vocation d'améliorer les perspectives économiques et

sociales de l'Afrique.

Ce programme de bourse permet aux personnes talentueuses de renforcer et d'améliorer leurs compétences professionnelles, dans le but de contribution à la gouvernance et au développement de leur pays, et ce, par la création d'une réserve de futurs leaders africains.

Dans la sélection du récipiendaire de Mo Ibrahim pour 2017, l'accent sera mis sur les Cinq grandes priorités de la Banque (le Top 5), à savoir : i) Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; ii) Nourrir l'Afrique ; iii) Industrialiser l'Afrique ; iv) Intégrer l'Afrique ; et v) Améliorer la qualité de vie des populations africaines.

Les compétences recherchées sont notamment de solides capacités d'analyse en matière de politique à différents niveaux et la capacité d'exécuter des modèles.

Date de clôture : 14 octobre 2016

Pour en savoir plus :

- <http://mo.ibrahim.foundation/fellowships/>
- <http://www.afdb.org/fr/about-us/careers/current-vacancies/vacancy/2017-mo-ibrahim-foundation-leadership-fellowship-program-2401/>



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national